

CARTEL ORANGE



JUS CONCENTRÉ, POUVOIR CONCENTRÉ, TRAVAILLEURS EXPLOITÉS

INTRODUCTION

BRÉSIL, LE N°1 DE L'ORANGE !

Sur le podium mondial des producteurs d'oranges, le Brésil est à la toute première place. A lui seul, il fournit un tiers des oranges, plus de la moitié du jus d'orange et plus de 80 % du concentré de jus d'orange dans le monde. D'où provient ce succès ? Le pays possède un climat très favorable à la culture de l'orange, mais aussi un climat social très agréable pour les multinationales ! Résultat : grâce à des coûts de production défiant toute concurrence, le Brésil bat tous les records de productivité. Mais le revers de cette médaille n'a hélas rien de réjouissant : des conditions de travail désastreuses et de graves impacts sur l'environnement. Sans parler de ces milliers de paysans réduits à migrer vers les favelas, faute de pouvoir vivre de leur métier.

Au départ, le Brésil partait perdant dans cette course. Il y a cinquante ans, c'était la Floride qui était le champion de l'orange. Or, confrontée à des perturbations climatiques, elle s'est retrouvée incapable de satisfaire totalement la demande d'un marché en pleine croissance. Tout profit pour le Brésil, qui s'est alors saisi de cette opportunité pour développer sa propre production et s'assurer des bénéfices mirobolants en tablant sur l'exportation du concentré de jus d'orange.

Les Etats-Unis, pourtant fervents défenseurs du libre-échange, ont alors pris peur et ont tout fait pour étouffer ce nouveau concurrent en érigeant d'énormes barrières douanières pour protéger leur propre marché. Mais, loin de terrasser le pays, le bouleversement des règles du jeu n'a, en réalité, fait qu'exacerber l'industrialisation et la concentration des pouvoirs dans le secteur du jus d'orange : trois multinationales règnent désormais en maîtres sur le marché et s'entendent en cartel pour en fixer les règles.



Comment le Brésil est-il devenu le plus grand pays producteur d'oranges au monde ?

Intervention de Arne Schollaert, Responsable plaidoyer chez Oxfam-Wereldwinkels

BIENVENUE DANS L'UNIVERS IMPITOYABLE DU COMMERCE DE L'ORANGE !



VOIR LE REPORTAGE D'ENVOYE SPECIAL (france 2)

LA RECETTE DU POUVOIR

Au Brésil, la production du jus d'orange est essentiellement déterminée par trois multinationales, Citrusuco, Cutrale, et Louis Dreyfus Commodities, qui ont en main pas moins de 90% des moyens de production du concentré de jus d'orange du Brésil. Elles imposent à des milliers de producteurs des conditions de production au delà de l'inéquitable, au bénéfice de leur propre compte. Une réalité sur laquelle le consommateur n'a malheureusement aucune emprise. Le pouvoir de ces trois multinationales est le fruit d'un lent processus historique qui en a fait des géants économiques désormais incontrôlables. La recette de ce miracle ? Elle tient essentiellement en trois points :

1 ELIMINATION DE LA CONCURRENCE

D'une part, des investissements stratégiques, des économies d'échelles et une importante capitalisation ont permis à ces trois multinationales d'éliminer ou d'intégrer en leur sein toutes les entreprises concurrentes.

2 CONTRÔLE DE TOUTES LES ÉTAPES DE PRODUCTION

D'autre part, elles ont réussi à intégrer différentes phases du marché du jus d'orange. De la production à la commercialisation, en passant par la logistique, ces multinationales ont un contrôle très étendu sur le marché de l'orange. Cela leur permet d'accroître davantage la pression qu'elles exercent à chacune des étapes.

3 POIDS POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Enfin, le fait d'être présentes à chacune de ces différentes étapes et partout dans le monde, leur confère un poids politique et économique incontournable. Cette domination sape totalement le fonctionnement équitable de ladite « loi naturelle du marché ». Mieux vaut être costaud pour chanter les vertus du libre-marché dans ces conditions-là !

GLISSER VERS LA DROITE

LES USINES DE TRANSFORMATION

Les 3 multinationales détiennent 80% des unités qui transforment les oranges en concentré (de jus) dans le monde.

CONTROLE DE LA TRANSFORMATION

Les 3 multinationales manipulent la formation du prix de l'orange, le maintien artificiellement dessous des coûts de production en période de récolte.

LA PRODUCTION

Les 3 multinationales contrôlent directement 35% des exploitations d'orangers. Par la pression qu'elles exercent sur les prix, elles contraignent les autres 65% (producteurs indépendants) à se concentrer et à s'industrialiser.

L'ALTERNATIVE COMMERCE ÉQUITABLE

Outre la garantie d'un prix rémunérateur pour le producteur, le Commerce Équitable assure le renforcement des négociations vis-à-vis des acteurs de la filière.

UN RÈGNE SANS PARTAGE

Les nombreux petits et moyens producteurs indépendants, n'ont généralement pas les reins assez solides pour faire face. En effet, leur production équivaut en moyenne à 30% de celle des grosses exploitations, plus denses, mieux administrées et pouvant recourir facilement à toute une série d'intrants (pesticides, fongicides, insecticides et fertilisants). Pour écouler leur production, pourtant de meilleure qualité, ils n'ont d'autre choix que d'accepter le prix fixé par le marché... Un marché influencé par ces mêmes multinationales qui ont donc tout intérêt à ce que le prix soit le plus bas possible. Cette réalité a déjà poussé plus de 20 000 petits producteurs à céder leurs terres en raison du prix trop bas offert pour leurs oranges. Ces terres sont souvent revendues à l'une de ces trois multinationales qui en profitent pour étendre encore un peu plus leur domination.



Voir le graphique sur la répartition des terres de culture de l'orange



Face aux multinationales du jus, quelle marge le petit producteur a-t-il pour négocier son prix ?

Intervention de Arne Schollaert, Responsable plaidoyer chez Oxfam-Wereldwinkels

SANS TERRE ET SANS DROITS

De nombreux travailleurs n'ont jamais eu le choix. Sans terre, ils ne font pas la fine bouche et doivent accepter les conditions de travail imposées sur les grandes exploitations détenues par les multinationales. Payés au kilo, ils récoltent environ 2 tonnes par jour pour avoir un revenu à hauteur du salaire minimum légal, qui est de 9 euros par jour, soit 260 euros par mois. Un salaire qui ne couvre même pas les besoins de base, car pour vivre des revenus du travail, il faut au moins 14 euros par jour ! Quant aux droits les plus fondamentaux des travailleurs, ils ne sont pas respectés. Une récente étude de terrain révèle de sérieux problèmes : aucune sécurité

d'emploi, un manque de règles transparentes et claires sur la rémunération du travail, des heures de travail excessives, non-respect des règles de santé et de sécurité élémentaires sur le lieu de travail, accès difficile aux facilités sanitaires, discrimination à l'embauche, et tout simplement aucune liberté d'association pour défendre le respect de ces droits.

« Un semaine de travail, c'est théoriquement 44h, mais dans la réalité, la pression est telle que les travailleurs ne prennent même pas le temps de manger »

« J'ai vu des collègues venir à l'usine avec de la fièvre, parce qu'ils ont tellement peur de perdre leur travail pour cause de maladie »

« Nous ne savons pas ce que nous allons obtenir par caisse récoltée chaque jour »

« L'externalisation et les conditions d'emploi précaires sont des problèmes graves dans la région agricole de São Paulo »



© Emmeo Buljki (TVET)

De nombreux travailleurs n'ont jamais eu le choix. Sans terre, ils ne font pas la fine bouche et doivent accepter les conditions de travail imposées sur les grandes exploitations détenues par les multinationales. Payés au kilo, ils récoltent environ 2 tonnes par jour pour avoir un revenu à hauteur du salaire minimum légal, qui est de 9 euros par jour, soit 260 euros par mois. Un salaire qui ne couvre même pas les besoins de base, car pour vivre des revenus du travail, il faut au moins 14 euros par jour ! Quant aux droits les plus fondamentaux des travailleurs, ils ne sont pas respectés. Une récente étude de terrain révèle de sérieux problèmes : aucune sécurité

d'emploi, un manque de règles transparentes et claires sur la rémunération du travail, des heures de travail excessives, non-respect des règles de santé et de sécurité élémentaires sur le lieu de travail, accès difficile aux facilités sanitaires, discrimination à l'embauche, et tout simplement aucune liberté d'association pour défendre le respect de ces droits.

« Un semaine de travail, c'est théoriquement 44h, mais dans la réalité, la pression est telle que les travailleurs ne prennent même pas le temps de manger »

« J'ai vu des collègues venir à l'usine avec de la fièvre, parce qu'ils ont tellement peur de perdre leur travail pour cause de maladie »

« Nous ne savons pas ce que nous allons obtenir par caisse récoltée chaque jour »

« L'externalisation et les conditions d'emploi précaires sont des problèmes graves dans la région agricole de São Paulo »

De nombreux travailleurs n'ont jamais eu le choix. Sans terre, ils ne font pas la fine bouche et doivent accepter les conditions de travail imposées sur les grandes exploitations détenues par les multinationales. Payés au kilo, ils récoltent environ 2 tonnes par jour pour avoir un revenu à hauteur du salaire minimum légal, qui est de 9 euros par jour, soit 260 euros par mois. Un salaire qui ne couvre même pas les besoins de base, car pour vivre des revenus du travail, il faut au moins 14 euros par jour ! Quant aux droits les plus fondamentaux des travailleurs, ils ne sont pas respectés. Une récente étude de terrain révèle de sérieux problèmes : aucune sécurité

d'emploi, un manque de règles transparentes et claires sur la rémunération du travail, des heures de travail excessives, non-respect des règles de santé et de sécurité élémentaires sur le lieu de travail, accès difficile aux facilités sanitaires, discrimination à l'embauche, et tout simplement aucune liberté d'association pour défendre le respect de ces droits.

« Un semaine de travail, c'est théoriquement 44h, mais dans la réalité, la pression est telle que les travailleurs ne prennent même pas le temps de manger »

« J'ai vu des collègues venir à l'usine avec de la fièvre, parce qu'ils ont tellement peur de perdre leur travail pour cause de maladie »

« Nous ne savons pas ce que nous allons obtenir par caisse récoltée chaque jour »

« L'externalisation et les conditions d'emploi précaires sont des problèmes graves dans la région agricole de São Paulo »

De nombreux travailleurs n'ont jamais eu le choix. Sans terre, ils ne font pas la fine bouche et doivent accepter les conditions de travail imposées sur les grandes exploitations détenues par les multinationales. Payés au kilo, ils récoltent environ 2 tonnes par jour pour avoir un revenu à hauteur du salaire minimum légal, qui est de 9 euros par jour, soit 260 euros par mois. Un salaire qui ne couvre même pas les besoins de base, car pour vivre des revenus du travail, il faut au moins 14 euros par jour ! Quant aux droits les plus fondamentaux des travailleurs, ils ne sont pas respectés. Une récente étude de terrain révèle de sérieux problèmes : aucune sécurité

d'emploi, un manque de règles transparentes et claires sur la rémunération du travail, des heures de travail excessives, non-respect des règles de santé et de sécurité élémentaires sur le lieu de travail, accès difficile aux facilités sanitaires, discrimination à l'embauche, et tout simplement aucune liberté d'association pour défendre le respect de ces droits.

« Un semaine de travail, c'est théoriquement 44h, mais dans la réalité, la pression est telle que les travailleurs ne prennent même pas le temps de manger »

« J'ai vu des collègues venir à l'usine avec de la fièvre, parce qu'ils ont tellement peur de perdre leur travail pour cause de maladie »

« Nous ne savons pas ce que nous allons obtenir par caisse récoltée chaque jour »

« L'externalisation et les conditions d'emploi précaires sont des problèmes graves dans la région agricole de São Paulo »

FIN DE L'ARTICLE

Sources pour aller plus loin :

• Dusch Silva S., Wesenick K., Braunger I., Hamann A., « Orange juice : No regard for labour rights ? », Christliche Initiative Romero, 2013

disponible sur www.solmond.be/IMG/pdf/cir_orange_juice_study_low_sp.pdf

• Dossier de campagne Oxfam-Wereldwinkels :
- L'injustice dans les règles commerciales
- La concentration des pouvoirs dans les chaînes alimentaires

• Dossier de campagne Oxfam-Wereldwinkels: Etude de cas du jus d'orange, le protectionnisme qui favorise les plus grands

• Dayez, C., « Plus de concurrence pour un commerce véritablement équitable », Oxfam-Magasins du monde, analyse 2013